



Cofinancé par
l'Union européenne



المركز المغربي للسجون
المراقب
L'Observatoire Marocain des Prisons



Termes de références pour le recrutement d'un.e consultant.e pour l'évaluation finale du projet :

Intitulé du Projet : « Renforcer le rôle de la société civile dans les réformes de la chaîne pénale au Maroc »

Partenaires du Projet : Observatoire Marocain des Prisons et Avocats Sans Frontières

Zones d'intervention : Régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, de Fès-Meknès, de Rabat-Salé Kénitra, de Casablanca-Settat, de Marrakech-Safi et de Souss-Massa

Clôture de candidature : 25/11/2025 à 00h00

1. Présentation du Projet :

Afin de contribuer à la mise en oeuvre des engagements constitutionnels et internationaux du Maroc en matière de droits humains, en s'appuyant notamment sur la « Charte pour la réforme du système judiciaire » et sur les conventions internationales adoptées par le Maroc, l'Observatoire Marocain des Prisons et Avocats Sans Frontières ont mis en place le Projet « Renforcer le rôle de la société civile dans les réformes de la chaîne pénale au Maroc », cofinancé par l'Union européenne.

Pour ce faire, l'action compte poursuivre spécifiquement deux objectifs, à savoir :

- 1) Renforcer les capacités de la société civile dans la protection et la défense des droits des personnes détenues et/ou gardées à vue ;
- 2) Contribuer à l'adoption de politiques publiques en matière de réformes de la justice conformes au droit international des droits de l'Homme. Il s'agira, d'une part, de renforcer les services d'aide légale aux personnes privées de liberté, notamment à travers l'intervention au sein des prisons, mais aussi de fournir une information adaptée sur le droit au procès équitable et sur les garanties judiciaires aux citoyens les plus exposés aux arrestations. D'autre part, et afin de permettre l'instauration d'un dialogue effectif entre les autorités concernées et les organisations de la société civile, l'action souhaite produire des analyses et des actions de plaidoyer fondés sur les données probantes, en relation avec les réformes du système pénal en cours d'élaboration au sein du ministère de la Justice, et notamment en matière de refonte du code de procédure pénale et du code pénal.

L'Observatoire Marocain des Prisons (OMP) est une organisation non-gouvernementale indépendante créée en 1999, par des militants des droits humains pour protéger et promouvoir les droits des détenu(e)s. Il joue le rôle d'observatoire des conditions pénitentiaires au Maroc, de cellule d'assistante légale aux détenu(e)s et de traitement des doléances, de centre de recherche, d'information, de formation et de plaidoyer pour une prison plus humaine et pour l'amélioration du cadre législatif conformément aux standards internationaux en la matière.

Avocats sans Frontières (ASF) est une ONG Internationale basée à Bruxelles dont l'objectif est de contribuer à la réalisation d'une société juste et équitable, dans laquelle le droit est



Cofinancé par
l'Union européenne



المركز المغربي للسجون
المشروع المغربي للمراقبة
L'Observatoire Marocain des Prisons



au service des groupes les plus vulnérables. Avocats Sans Frontières a des missions permanentes en Tunisie, en RDC, en RCA, en Ouganda et au Maroc.

Au Maroc, Avocats Sans Frontières vise à promouvoir l'accès à la justice et à garantir la protection des droits humains notamment des personnes en situation de vulnérabilité. Plus précisément, ASF cherche à renforcer le pouvoir d'agir des justiciables en mettant en place des services d'aide légale accessibles, à permettre une prise en charge de qualité par les acteurs de l'aide légale et à effectuer un plaidoyer pour un environnement juridique respectueux des standards nationaux et internationaux.

2. Objectifs de la consultation :

L'objectif de cette consultation est de conduire une évaluation finale du projet, visant à apprécier le niveau d'atteinte des objectifs par rapport aux résultats attendus. Elle analysera les effets directs et indirects, la pérennité des actions ainsi que les perspectives de consolidation.

L'évaluation permettra également de capitaliser les enseignements et les leçons apprises, et de formuler des recommandations opérationnelles et stratégiques en vue de renforcer la conception et la mise en œuvre de futurs projets sur la même thématique.

Elle servira enfin à fournir aux parties prenantes une analyse de la performance du projet selon les critères du CAD de l'OCDE : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et durabilité.

3. Mission de la consultation :

La/le consultant·e sera chargé·e de :

- Évaluer le degré d'atteinte des résultats attendus et des objectifs du projet ;
- Examiner les effets produits sur les bénéficiaires, partenaires et institutions ;
- Identifier les bonnes pratiques, innovations et défis rencontrés ;
- Évaluer la durabilité des résultats et les perspectives d'appropriation par les partenaires locaux ;
- Formuler des recommandations concrètes pour la programmation future d'ASF au Maroc.

4. Méthodologie de la consultation :

L'évaluation combinera des méthodes qualitatives et quantitatives afin d'analyser de manière complète les résultats du projet « Renforcer le rôle de la société civile dans les réformes de la chaîne pénale au Maroc ».



Cofinancé par
l'Union européenne



المركز المغربي للسجون
المشروع المغربي للمراقبة
L'Observatoire Marocain des Prisons



Les principales activités de collecte de données comprendront :

- La revue documentaire des documents du projet : document narratif initial et reformulation, rapports techniques et financiers, rapports de formation, rapport de diagnostic, rapport d'évaluation, outils de suivi et livrables produits dans le cadre de l'action ;
- Des entretiens individuels avec les équipes d'ASF, les associations partenaires ainsi que d'autres institutions ou acteurs concernés ;
- Des focus groups et entretiens avec des bénéficiaires afin de recueillir leurs retours d'expérience sur les activités et les changements observés.

Les sources de vérification incluront les outils de suivi renseignés par ASF et ses partenaires, ainsi que des données complémentaires collectées auprès des organisations et institutions locales pour vérifier l'atteinte des indicateurs du projet.

4. Livrables attendus :

Note méthodologique / rapport de démarrage précisant la compréhension de la mission, la méthodologie, les outils et le calendrier ;

- Rapport provisoire incluant les constats préliminaires et les premières recommandations ;
- Atelier de restitution avec ASF et les partenaires du projet ;
- Rapport final d'évaluation intégrant les observations reçues (en version française).
- Durée et calendrier indicatif

La mission sera réalisée sur une période de 2 à 3 semaines, entre 1/12/2025 et 20/12/2025.

5. Les principales étapes comprendront :

Phase 1 : Revue documentaire et validation de la méthodologie

Phase 2 : Collecte des données terrain

Phase 3 : Analyse et rédaction du rapport provisoire

Phase 4 : Restitution et finalisation du rapport

6. Profil recherché

Diplôme universitaire en sciences sociales, études humanitaires, droit, ou domaine équivalent ;

Expérience confirmée dans la conduite d'évaluations de projets, y compris de projets cofinancés par l'Union européenne ;

Bonne maîtrise de la Gestion du Cycle de Projet (GCP) et de l'approche du cadre logique de l'UE ;



Cofinancé par
l'Union européenne



المركز المغربي للسجون
المشروع المغربي
L'Observatoire Marocain des Prisons



Expérience dans la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives ;

Excellente maîtrise du français, à l'écrit comme à l'oral (la connaissance de l'arabe est un atout) ;

Une expérience dans la gestion, le suivi ou l'évaluation de projets de développement au Maroc, en lien avec les droits humains, la justice pénale ou les questions de genre, constitue un atout important.

7. Modalités de soumission et critères de sélection :

Les candidat·e·s intéressé·e·s sont invité·e·s à soumettre leur offre au plus tard le 25/11/2025 à 00h00 , à l'adresse suivante : consultances-maroc@asf.be

L'équipe du Projet se réserve la possibilité de sélectionner la meilleure offre avant l'échéance du 25 novembre 2025. Les candidat.e.s sont donc encouragé.e.s à déposer leur dossier dès que possible.

Seules les offres sélectionnées seront contactées.

Le dossier de candidature devra comprendre :

- Un CV détaillé, incluant au moins deux références professionnelles (avec autorisation de contact) ;
- Une offre technique, présentant la compréhension des présents TDR, la proposition méthodologique, le calendrier de travail et la manière dont le/la consultant·e (ou le cabinet) entend réaliser la mission ;
- Une offre financière, exprimée en MAD et toutes taxes comprises (TTC). Elle devra inclure l'ensemble des coûts liés à la prestation, sans exigence de ventilation détaillée.
- L'objet du courriel devra être intitulé : « **Évaluation finale - Projet IEDDH- M18** »

La sélection du/de la consultant·e se fera sur la base des critères suivants :

- Pertinence et qualité de la proposition technique ;
- Expérience et compétences du/de la consultant·e par rapport aux besoins de la mission ;
- Qualité et réalisme de l'offre financière.